

### PARLEMENT EUROPÉEN DES ENTREPRISES

# Les entreprises investissent l'hémicycle du Parlement et votent

Sur l'initiative d'EUROCHAMBRES, la première édition du Parlement européen des entreprises (PEE) s'est déroulé le 14 octobre dernier dans l'hémicycle du Parlement européen à Bruxelles.

Plus de 750 entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs d'activité, issues de 45 pays européens, ont fait entendre la voix de 23 millions d'entreprises de l'UE lors d'un débat et d'un vote sur les principaux enjeux politiques.

**L**a crise financière actuelle était dans tous les esprits. Le vote des membres du PEE a montré que les ondes de choc de la crise des marchés financiers gagnaient la communauté des entreprises : 66 % des participants ont dû revoir leurs programmes d'investissement et la moitié d'entre eux se heurtait déjà à des conditions de crédit plus strictes.

Outre la situation financière, les chefs d'entreprises ont débattu de certains des principaux enjeux auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée, y compris le commerce international, les changements climatiques et l'évolution démographique (voir le détail des votes ci-dessous).

Pierre Simon, le président d'EUROCHAMBRES, a commenté l'événement en ces termes : « Les opinions d'une entreprise individuelle, particulièrement d'une petite ou moyenne entreprise, sont faciles à ignorer, mais ces 750 chefs d'entreprises font entendre la voix de 23 millions d'entreprises à travers l'Europe, leur impact est donc considérable. Les responsables politiques, dès le prochain Conseil européen, doivent prendre leurs inquiétudes en compte et étroitement collaborer avec elles à la recherche de solutions qui permettront à l'Europe de sortir de la récession et d'être compétitive au niveau mondial. »

## Marchés sans frontières

Lors de la première session, les chefs d'entreprise ont débattu de l'accès aux marchés intérieurs et mondiaux. Les votes ont souligné le besoin d'améliorer les droits de la propriété intellectuelle, de renforcer l'élimination des barrières commerciales entre les frontières, dans et hors de l'Union européenne, et l'importance du projet d'une carte bleue européenne.



## **I** L'absence d'un brevet communautaire porte-t-elle atteinte aux entreprises européennes ?

Avec 90 % de votes positifs, les chefs d'entreprise ont clairement exprimé le besoin urgent de parvenir à un accord sur le brevet communautaire afin de protéger leurs produits et services innovants. Le dépôt d'un brevet européen dans les pays de l'UE des Six s'élève à 22 000 euros. Si ce brevet est étendu aux 27 États membres, le coût pourrait augmenter à environ 82 000 euros.



En comparaison, le même brevet européen pourrait coûter moins de 20 000 euros et serait automatiquement valide dans l'Union européenne des 27.

## 2 La Commission européenne doit-elle aider les PME à pénétrer les nouveaux marchés, en plus des initiatives nationales ?

Plus de 90% des petites et moyennes entreprises (PME) n'exportent pas. La grande majorité des PME présentes au PEE (90%) était clairement en faveur du renversement de cette tendance et d'un plus grand rôle de l'Union européenne, en plus du rôle déjà joué par les États membres.

## 3 Êtes-vous en faveur du développement d'une politique européenne d'immigration, basée sur les besoins économiques, et notamment du projet d'une carte bleue européenne ?

Avec un vote positif (76% de « oui ») en faveur de la carte bleue, les chefs d'entreprises ont exprimé le besoin d'une politique d'immigration cohérente basée sur les besoins économiques. Les entreprises souffrent d'un manque de compétences pour combler le fossé des compétences sur le marché de l'emploi. Les secteurs de l'informatique et des sciences plus particulièrement, souffrent d'une importante fuite des cerveaux, compromettant leur compétitivité sur les marchés européens et mondiaux.

## Faire face au défi énergétique et environnemental

Lors du débat sur le défi énergétique et environnemental, les membres du PEE ont souligné que les entreprises constituent un facteur fondamental du respect des objectifs 20/20/20, tout en rappelant aux responsables politiques que les mesures ne devaient pas être prises au détriment de la compétitivité. Le vote a souligné l'engagement des chefs d'entreprise envers la réduction de la consommation énergétique en exprimant leur désir de mener des audits énergétiques. Ils ont également soutenu le concept d'un marché public écologiquement responsa-



ble et exhorté l'UE à faire pression en faveur de mesures internationales contre les changements climatiques.

## 1 Êtes-vous en faveur de la mise en place de critères écologiques sur les marchés publics ?

Le résultat positif du vote (70%) confirme que les entreprises sont soucieuses de l'environnement et estiment que le secteur public doit encourager les produits et services respectueux de l'environnement, également par le biais des marchés publics.

Avec un volume comptant pour 16% du PIB, les marchés publics ont le potentiel de créer une masse critique ouvrant la voie à une plus forte part de produits respectueux de l'environnement sur l'ensemble du marché.

## 2 Votre entreprise est-elle prête à procéder à un audit énergétique dans les douze prochains mois ?

Le résultat positif (68%) du vote montre que les entreprises sont parfaitement conscientes de l'importance de l'utilisation efficace de l'énergie et reconnaissent qu'un audit énergétique, permettant d'identifier des économies potentielles, représente le parfait point de départ.

## 3 L'UE doit-elle renforcer les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, même si d'autres grandes économies ne la suivent pas ?

La communauté des entreprises reconnaît que l'Union européenne a un rôle important à jouer en matière de lutte contre les changements climatiques, et que ce rôle pourrait créer des opportunités économiques. Toutefois, le résultat du vote (44% en faveur contre 49% en défaveur) ►



► sur cette question reflète l'inquiétude qu'une action unilatérale de l'UE pourrait potentiellement jouer en défaveur de l'économie européenne, et serait également insuffisante en matière de lutte contre les changements climatiques.

## Faciliter l'entrepreneuriat en Europe

Seule une communauté des entreprises prospère peut permettre une reprise et une croissance économiques durables. Le PEE a répété cet argument lors de la troisième session, exhortant les décideurs politiques à encourager l'esprit d'entreprise, à ramener au minimum les contraintes réglementaires et à réduire l'inquiétant fossé des compétences, ainsi qu'à simplifier les impôts sur les sociétés à travers l'Europe.

### 1 Les législations ne comprenant pas une analyse coût-bénéfices pour les PME doivent-elle être suspendues ?

81 % des sociétés du PEE ont voté en faveur de cette question, exprimant clairement que les PME doivent être considérées comme la règle et non comme l'exception aux politiques, tant au niveau de l'UE qu'au niveau national. Les participants insistent pour que la Commission européenne et les autorités nationales incluent systématiquement une évaluation des coûts et des bénéfices pour les PME dans les analyses d'impact réalisées pour toutes les législations de l'Union européenne affectant les entreprises.

### 2 Votre entreprise est-elle prête à soutenir les établissements d'enseignement locaux en matière de développement des programmes d'éducation afin de réduire le fossé des compétences et promouvoir l'esprit d'entreprise ?

## EUROPEAN PARLIAMENT OF ENTERPRISES

# Businesses take over Parliament Hemicycle and vote

Under the initiative of EUROCHAMBRES, the first edition of the European Parliament of Enterprises (EPE) took place on the 14th October in the Brussels Hemicycle of the European Parliament. Over 750 entrepreneurs of all sizes and sectors of business, from 45 European countries, conveyed the concerns of 23 million enterprises in the EU by debating and voting on crucial political topics.

**T**he ongoing financial crisis was foremost in the participants' minds. With their votes, EPE Members illustrated that the shockwaves from the crisis in the financial markets are beginning to spread across the business community: 66% of participants will be obliged to review their investment plans and half of them are, even at such an early stage, encountering tighter credit conditions.

Apart from the financial situation, entrepreneurs debated some of the key issues facing Europe today, including international trade, climate change and demographic shifts (see detailed report of votes below).

Commenting on the general outcome of the event, EUROCHAMBRES President Pierre Simon said: "The views of an individual business, especially a small or medium-sized one, are easy to ignore, but these 750 plus entrepreneurs convey the concerns of 23 million businesses across Europe, so their cumulative impact is enormous. Policy makers, starting with the European Council tomorrow, must take notice of their concerns and work with them closely in finding solutions that will enable Europe to come out of recession and compete globally."



PHOTO: CHRISTIAN KONN



Les chefs d'entreprises montrent aujourd'hui leur considérable engagement (94%) envers le soutien des établissements d'enseignement dans la mise en œuvre de davantage de programmes axés sur l'entreprise. Le vote révèle l'urgence de la disparité des compétences parmi les entreprises et à quel point leurs adaptations seront primordiales pour aligner les programmes d'enseignement à la réalité du marché de l'emploi.

### 3 Recommandez-vous la création d'une assiette commune de l'impôt sur les sociétés ?

En exprimant une opinion favorable (62%), les chefs d'entreprise reconnaissent le besoin de simplifier les réglementations fiscales des sociétés en Europe, représentant des coûts plus élevés et un obstacle aux échanges et à l'investissement transfrontalier. Toutefois, un fort pourcentage des participants estime qu'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés



(ACCIS) menacerait la concurrence sur les taux d'imposition. EUROCHAMBRES et ses réseaux de chambres de commerce vont transmettre les messages du Parlement européen des entreprises à la présidence française et à d'autres forums politiques afin de s'assurer que les questions des entreprises sont correctement prises en considération lors des futures décisions politiques. □

## Doing Business without Barriers

During the first session, entrepreneurs debated access to the internal and the global market. Votes underlined the need for improved intellectual property rules, further removal of barriers to trading across borders, both within and beyond the EU, and the importance of proceeding with the proposed EU Blue Card scheme.

### 1 Is the continued absence of a Community Patent damaging to European business?

With 90% 'yes' votes, entrepreneurs clearly expressed the urgent need to reach an agreement on the Community Patent to protect their innovative products and services. The cost of getting a European patent in 6 EU countries is 22,000 euros. If this patent is extended to the 27 Member States, the costs increase to approximately 82,000 euros. In comparison, the same Community Patent would cost less than 20,000 euros and would automatically be valid in the EU 27.

### 2 Should the European Commission help SMEs entering new markets, complementary to national initiatives?

Over 90% of European small and medium enterprises (SMEs) do not export at all. The huge majority of SMEs present in the EPE today (90%) were clearly in favour of reversing this trend and look forward to a greater role from the European Union in this respect, complementary to the role already played by Member States.

### 3 Do you support the development of a European immigration policy based on economic needs, for example the proposed Blue Card scheme?

By expressing a positive vote (76% 'yes') in favour of the proposed 'Blue Card', entrepreneurs demonstrated the need for a coherent immigration policy based on economic needs. Companies suffer

from a lack of skills in the EU to fill gaps in the job market. The information technology and science sectors in particular have suffered a persistent brain drain in recent years, endangering their competitiveness on the European and global markets.

## Tackling the Energy and Environmental Challenge

In considering the energy and environmental challenge, Members of the EPE stressed that businesses are a fundamental factor in meeting the 20/20/20 targets, but reminded policy-makers that measures taken should not be to the detriment of competitiveness. The voting highlighted the entrepreneurs' commitment to reducing energy consumption by expressing their willingness to undertake energy audits. They also supported the concept of green public procurement and urged the EU to push for a level of international playing regarding measures against climate change.

### 1 Do you think there should be environmental criteria in public procurement?

The 'yes' vote on this question (70%) confirms that businesses care about the environment and think that the public sector has a responsibility to encourage environmentally-friendly products and services, also via public procurement. With a volume of 16% of GDP, public procurement markets have a potential to create a critical mass that paves the way for a higher uptake of environmentally-friendly products also in the wider market.

### 2 Would your business commit to undertaking an energy audit within the next twelve months?

The positive outcome (68%) of the vote shows that businesses ▶

► are well aware of the importance of using energy efficiently and recognise that an energy audit, that allows the identification of potential savings, is a good starting point for this.

### 3 Should the EU commit to further greenhouse gas reduction targets, even if other major economies do not?

The business community recognises that the EU has an important role to play in tackling climate change, and that this could present business opportunities. However, the outcome of the vote (44% 'yes', 49% 'no') on this question reflects the concern that unilateral EU action would potentially put the European economy at a competitive disadvantage, while it will not be enough to tackle the climate change.



## Creating an Entrepreneurial Europe

Only a thriving business community can drive Europe's economic recovery and sustained growth. The EPE reiterated this point in session 3, urging policy-makers to encourage entrepreneurship, minimise regulatory burdens and

reduce the alarming skills gap, as well as to simplify corporate tax rules across Europe.

### 1 Should any legislation that does not include a cost-benefit analysis for SMEs be halted?

81% of EPE companies voted in favour of this question, sending a strong signal that SMEs must be treated as the rule, not the exception in policymaking at EU and national level. Participants insist that the European Commission and national authorities systematically include an evaluation of costs and benefits for SMEs in the impact assessments carried out on all new EU legislation affecting businesses.

### 2 Is your company prepared to assist local education institutes in developing education programmes in order to reduce the skills gap and promote entrepreneurial mindsets?

Entrepreneurs today demonstrated their overwhelming commitment (94%) to assist education institutes in designing more business-oriented curricula. The vote reveals how pressing the skills mismatch among companies actually is, and how crucial it will be for the future to align educational programmes with the labour market reality.

### 3 Would you advocate the creation of a common EU corporate tax base?

By expressing a favourable view (62%) towards this question, entrepreneurs acknowledged the need to simplify company tax rules in Europe, which today result in high costs and represent an obstacle to cross-border trade and investment. However, a significant percentage of participants think that a Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB) would threaten competition on tax rates.

EUROCHAMBRES and its network of Chambers of Commerce will now convey the messages of the European Parliament of Enterprises to the French Presidency, and in other relevant political forums, to make sure that businesses' concerns are duly taken into account in future policy-making. ■



## Rosbank is a major player in commercial banking

The Bank's strength is based on its expertise structuring and financing trade transactions. Established in Geneva since 1995, the Bank acts as a bridge between Western Europe and Eastern European markets, in particular Russia.

*Rosbank (Switzerland) SA Geneva - Your reliable partner in Russia and Western Europe*



17, rue du Rhône P.O. Box 5734 CH-1211 Geneva 11 Tel: +41 22 818 75 33 Fax: +41 22 818 75 50 [rosbank@rosbank.ch](mailto:rosbank@rosbank.ch) [www.rosbank.ch](http://www.rosbank.ch)